

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 05/06/23

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BUTAGAZ SAS

47-53 rue Raspail
92300 Levallois-Perret

Références : CV/2023-0734
Code AIOT : 0006802590

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2023 dans l'établissement BUTAGAZ SAS implanté 1541 chemin des verriés 82100 Castelsarrasin. L'inspection a été annoncée le 28/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2023 concernant le retour d'expérience accidentologique au sein des établissements Seveso Seuil Haut.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUTAGAZ SAS
- 1541 chemin des verriés 82100 Castelsarrasin
- Code AIOT : 0006802590
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société BUTAGAZ exploite sur la commune de Castelsarrasin (82) un dépôt de Gaz de Pétrole Liquéfiés. Ce dépôt est implanté sur une superficie de 52 ha dont 11,5 ha clôturés, au nord de la zone Barres II. Il fait parti des 11 dépôts exploités par Butagaz.

Au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, l'établissement relève du régime de l'autorisation environnementale. Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 octobre 2007, modifié notamment par les arrêtés préfectoraux du 25 novembre 2009, du 20 octobre 2016, du 25 octobre 2019 et du 18 mars 2022. Par ailleurs, le site est soumis à la Directive Seveso 3.

Un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) a été élaboré autour de l'établissement. Il a été approuvé par arrêté préfectoral du 28 novembre 2011.

5 personnes sont présentes sur le site :

- 3 personnes Butagaz dont 1 chef de centre et 2 administratifs dépôts qui effectuent des tâches administratives, techniques et d'exploitation,
- 1 prestataire au parc à bouteilles pour le chargement/déchargement des camions à l'aide d'un chariot automoteur,
- 1 gardien présent à partir de 16h (fermeture du dépôt) et jusqu'à 22h l'été, minuit l'hiver pour permettre le chargement des véhicules-citernes,

L'équipe est en place depuis plusieurs années, il n'y a pas de turn-over sur le site.

L'activité du site consiste à du transit de propane. Le dépôt (cuves de stockage sous talus) est alimenté par des camions-citernes. Le déchargement se fait en présence d'un administratif dépôt.

Le chargement des véhicules-citernes pour la livraison de gaz de pétrole liquéfié aux clients domestiques se fait en libre-service pendant les heures d'ouverture du dépôt ou pendant les heures de présence du gardien.

Les activités du site sont limitées à du transit. Les opérations consistent à du transfert de produit; il n'y a pas de réaction chimique donc pas de possibilité d'emballage de réaction. Seul le propane (odorisé et additivé) est présent sur le site, il n'est pas corrosif ce qui évite les problèmes de corrosion, ni sale, ni encrassant.

La zone de chargement/déchargement est équipée de détecteurs gaz et de détecteurs de flammes. Les opérations de chargement/déchargement ne mettent pas en œuvre de flexibles, les équipements disposent de bras articulés. Les opérations de chargement ont lieu après raccordement par vissage du bras de chargement, vérification de l'efficacité du serrage, resserrage, le cas échéant en cas de fuite détectée, et chargement. Le filetage est contrôlé régulièrement pour prévenir les risques de fuite.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale 2023 relative au retour d'expérience sur l'accidentologie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de délais
3	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	/	15 jours

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
2	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Sans objet
4	Gestion des presque accidents ou des incidents REX	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet
5	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place les outils et les procédures nécessaires pour connaître les situations à risques au sein de son établissement et y apporter une réponse.

La visite d'inspection a mis en évidence une situation susceptible de suites et deux observations.

Le jour de la visite, l'exploitant a informé l'inspection du dysfonctionnement de la vanne située au dessus du stockage sous talus. S'agissant d'une mesure de maîtrise des risques (MMR), il est demandé à l'exploitant de justifier que la marche équivalente retenue suite au dysfonctionnement de la MMR permet de maintenir les installations en sécurité, de prendre les mesures nécessaires afin de remplacer la vanne et d'informer l'inspection de la fin du fonctionnement en mode dégradé.

Par ailleurs, fin 2022, Butagaz a porté à la connaissance de l'administration un évènement qui s'était déroulé sur un des sites de transit et pour lequel il a estimé que le retour d'expérience devait être partagé. Dans le cadre des réunions manuelles qui réunissent l'ensemble des services supports pour l'analyse des anomalies remontées par les différents sites, l'inspection encourage l'exploitant à définir des critères qui impliqueraient la transmission de l'information à la DREAL de manière plus systématique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Le système de gestion de la sécurité (SGS) (SE.RE/EH.01 - MAJ 3) aborde de manière générale la gestion des événements intervenus sur le site, en terme de notamment de : <ul style="list-style-type: none"> • <u>responsabilité</u> : chacun des 4 services (Gestion de production & métiers, Gestion opérationnelle & finances, Expertise technique & réglementaire, métal & réglementaire) est responsable des remontées des incidents ; • <u>communication à l'inspection des installations classées (IIC)</u> : l'IIC est informée de toute situation accidentelle perceptible depuis l'extérieur ou non maîtrisée dans un délai extrêmement court par la mise en œuvre d'actions réflexes ; • <u>identification, analyses et actions correctives</u> : Butagaz identifie les accidents et incidents, organise les enquêtes et les analyses nécessaires, pour remédier aux défaillances de mesures de prévention détectées, pour mettre en place un plan d'amélioration et pour assurer le suivi des actions correctives identifiées. La procédure SE.PG/HE.01 - MAJ 4 précise la remontée d'information Accident et Incidents.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Mode de recensement des événements et mode de filtre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.

Constats : Les modalités de la remonté d'information et d'analyse des accidents, incidents presque accidents et situation ou actes dangereux sont décrites dans la procédure SE.PG/HE.01 - MAJ 4. La déclaration d'accident se fait via le formulaire SE.PG/HE.01 N°6.

Depuis 2020 au moins, aucune déclaration d'accident n'a été réalisée sur le site. Au niveau national, le dernier évènement remonté date de novembre 2022 : pendant l'opération de remplissage d'un véhicule citerne, le clapet de rupture du bras de déchargement s'est ouvert et a libéré du propane. Les deux sections du clapet de rupture situés de part et d'autre du bras se sont refermées. La fuite a été rapidement stoppée, la quantité de propane rejetée à l'atmosphère est estimée à quelques litres. L'ouverture de l'équipement de rupture est due à la rupture de la goupille utilisée pour maintenir entre elles les deux parties du dispositif de rupture du bras. La présence de scotch sur le manchon "terminal" aurait empêché de visualiser l'état de dégradation et aurait favorisé la rétention d'eau et donc l'oxydation dans le temps. Le poids de la gaine désolidarisée à son extrémité a fini par "entraîner" le câble générant ainsi des contraintes sur la goupille jusqu'à sa rupture lors des manipulations successives du bras. Il est à noter que lors du précédent entretien, le câble et sa gaine n'ont pas été contrôlés par la société intervenante.

Cet évènement a été porté à la connaissance de l'inspection, du Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industrielles (BARPI) et des autres centres Butagaz afin que le dysfonctionnement de la goupille serve de retour d'expérience et puisse être pris en compte sur l'ensemble des sites pratiquant la même activité. Le problème ayant été rapidement identifié, aucun arbre des causes n'a été réalisé. Cependant, le contrôle de la goupille a été rajouté à la liste des équipements à surveiller régulièrement. Un flash maintenance a été émis par le service ETR avec les points à vérifier. Il a conduit à la création en local pour Castelsarrasin du bon de travail BT 5949 dans la GMAO.

Les dysfonctionnements constatés sur site font l'objet de fiches d'anomalies dans la GMAO. 6 fiches ont été établies depuis le début de l'année. Chaque fiche d'anomalie est associée à des bons de travaux. Tous les services supports ont accès aux fiches de tous les sites. Une fois l'action corrective mise en œuvre, son efficacité est vérifiée. Toutes les actions réalisées sont tracées. La fiche anomalie est clôturée lorsque l'efficacité de la solution mise en œuvre est avérée.

Une revue de l'ensemble des fiches de l'ensemble des sites est réalisée mensuellement afin de détecter des anomalies récurrentes ou des anomalies ayant été constatées sur plusieurs sites, d'étudier les causes et de proposer des actions correctives. Elle réunit les services ETR, HSE et MRI. Une information est ensuite diffusée aux chefs de centre lors des réunions mensuelles pilotées par le HSE.

L'exploitant a connaissance de l'échelle européenne utilisée par le BARPI pour classer les évènements en accidents/incidents mais utilise un outil interne "matrice de risques RAM" pour classer les évènements. Cette matrice est associée à l'instruction SE.IN/OH.02 « Instruction : Utilisation de la Matrice d'évaluation des risques ».

Observations : Le partage du retour d'expérience est nécessaire pour faire progresser les industriels. Il est demandé à l'exploitant de réfléchir, dans le cadre des réunions d'échanges mensuelles des services ETR, HSE et MRI, sur les critères qui déclencheraient une information à l'inspection de manière plus systématique.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances de MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mesures de maîtrise des risques [...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ou préventives nécessaires sont menées.</p> <p>Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives.</p> <p>Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive).</p> <p>A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p> <p>Constats : La détection d'une anomalie sur une MMR entraîne l'arrêt des installations et l'ouverture d'une fiche anomalie dans la GMAO. Les services supports ETR et MRI étudient alors la possibilité de redémarrer les installations en mettant en œuvre des mesures compensatoires (marches équivalentes) le temps de traiter l'anomalie.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a informé l'inspection du dysfonctionnement de la vanne située au dessus du stockage sous talus. Celle-ci est bloquée en position ouverte. Suite à cet incident, la fiche d'anomalie FA1101 a été créée. Elle trace les différentes actions entreprises mais qui n'ont pas permis de résoudre le problème. En attendant le remplacement de la vanne, la vanne amont et les deux vannes aval font l'objet d'un contrôle renforcé (fréquence mensuelle).</p> <p>-> Il est demandé à l'exploitant sous 15 jours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de justifier que la marche équivalente retenue suite au dysfonctionnement de la MMR permet de maintenir les installations en sécurité, comme définit à l'article 54 de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010, - de prendre les mesures nécessaires afin de remplacer la vanne et de communiquer à l'inspection le calendrier prévisionnel des réparations, - d'informer l'inspection de la fin du fonctionnement en mode dégradé (une fois les travaux réalisés).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des presque accidents ou des incidents REX

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Déclaration et analyse des causes des événements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.</p>
Constats : Depuis 2020 au moins, aucun évènement n'a été porté à la connaissance de l'inspection pour le site de Castelsarrasin. <p>L'exploitant est sensibilisé à la nécessité d'informer l'inspection et le BARPI même si les conséquences ne sont pas perceptibles depuis l'extérieur ou sont maîtrisées dans un délai extrêmement court. Il l'a démontré lors du dysfonctionnement sur la goupille du bras de chargement (Cf. point de contrôle n°2).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.
Constats : Un audit SGS tripartite est réalisé tous les ans. 3 entités interviennent à tour de rôle sur l'ensemble des centres : <ul style="list-style-type: none">• Interne Butagaz• Externe Auditrix (POI, étude des dangers)• Bureau d'études indépendant Cette organisation permet de disposer de trois visions complémentaires. Un débriefing est réalisé en fin d'année. Les constats sont enregistrés dans Synergie life. Les actions à mettre en œuvre sont attribuées à des agents Butagaz, charge à eux de faire le lien avec les prestataires, le cas échéant, et des délais de réalisation sont fixés. L'audit 2023 a eu lieu le 20 avril dernier. Il fait état de 2 non conformités mineures (NCm) concernant la mise à jour des consignes de surveillance suite à la mise en place de la télésurveillance (échéance 20 octobre 2023) et le respect des contrôles à réaliser (échéance 20 mai 2023), 11 points d'amélioration (PA) et 6 points forts (PF). Parmi les points d'amélioration on retient le point n°8 concernant la nécessité de sensibiliser les administratifs dépôt aux notions de Mesures de Maitrises des Risques (MMR), de marches équivalentes en cas d'anomalie et de manière générale de barrière de sécurité. Cette action doit être réalisée avant avril 2024.
Observations : Les échéances prévues concernant le respect des contrôles à réaliser (échéance 20 mai 2023) et la nécessité de sensibiliser les administratifs dépôt aux notions de MMR, de marches équivalentes en cas d'anomalie et de manière générale de barrière de sécurité (échéance 20 avril 2024) sont trop lointaines et méritent d'être réalisées dans des délais beaucoup plus courts.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet